



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations de la  
Corrèze**

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et  
Environnement  
Cité administrative Jean Montalat  
BP.314  
19011 Tulle

Tulle, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GROUPEMENT D'USAGERS DE L'ABATTOIR D'USSEL**

Rue du Moulin du Peuch  
19200 Ussel

Références : DDETSP19202600562  
Code AIOT : 0051900510

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement du Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel implanté Rue du Moulin du Peuch 19200 Ussel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite au signalement des agents du SVI semaine 9 de 2026 et à la visite conduite par l'inspection des installations classées le 2 mars 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPEMENT D'USAGERS DE L'ABATTOIR D'USSEL
- Rue du Moulin du Peuch 19200 Ussel
- Code AIOT : 0051900510
- Régime : Autorisation

Le Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel exerce une activité d'abattage d'animaux multi-espèces (bovins, ovins et porcins).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etapes de l'abattage.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	
2	Traitement et rejets des effluents.	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne présente pas à ce stade les garanties nécessaires pour préserver les intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il convient de contraindre l'exploitant à stopper immédiatement tout rejet irrégulier vers la station de pré-traitement. Une remise en conformité rapide du site est également nécessaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etapes de l'abattage.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents chargés de sang
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</i>
<b>Constats :</b>  La visite du 2 mars 2026 a mis en évidence l'absence de récupération du sang de la chaîne d'abattage ovine notamment par l'absence de pompe de récupération fonctionnelle.  Lors de la visite objet du présent rapport, les personnes rencontrées nous ont fourni un justificatif de commande d'une nouvelle pompe de récupération, sans calendrier de mise en fonctionnement.  Il apparaît que des moyens techniques peuvent et doivent être mis en œuvre sans délai pour garantir la récupération du sang de la chaîne ovine, mais également le reliquat de la chaîne porcine, avant remise en service de la pompe d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### N° 2 : Traitement et rejets des effluents.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant</i>

*si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.*

**Constats :**

À l'arrivée de l'inspecteur, la station de pré-traitement était à l'arrêt car bouchée. Le by-pass permettant l'écoulement des effluents directement dans le réseau collectif était donc utilisé.

Le responsable de la maintenance nous fait savoir que la station est tombée en panne dans le week-end et qu'une intervention de débouchage est prévue cet après-midi même.

L'intervention de débouchage a eu lieu aux alentours de 16 heures 00.

Aucune information préalable de l'inspection n'a été faite.

**L'exploitant doit mettre en place un protocole d'information de l'inspection des installations classées dès la survenue d'un incident ou accident.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

